

Le Réseau des gens d'affaires de Prévost

Déjeuner d'affaires

« Agir ensemble pour prévenir les crimes économiques »



SYLVIE CHARBONNEAU

Le Réseau des gens d'affaires de Prévost tiendra son prochain déjeuner d'affaires le mercredi 7 avril de 8 h à 9 h 30. Une causerie, « Agir ensemble pour prévenir les crimes économiques », sera présentée par la Police de proximité de la Sûreté du Québec.

Le déjeuner et la causerie se tiendront à la salle Pavillon Léon Arcand, au 296, rue Des Génévriers à Prévost. (pour s'y rendre par la 117, côté est, en prenant

la rue des Épinettes du Domaine Laurentien (boîtes aux lettres) jusqu'au bout).

Les places sont gratuites, mais limitées – veuillez confirmer dès maintenant votre présence par téléphone 450-224-8888, poste 360, ou par courriel: info@gens-affaires-prevost.com

Le café et une collation santé seront servis sur place. Nos déjeuners d'affaires se tiennent le premier mercredi du mois. Vous pouvez consulter le site www.gens-affaires-prevost.com pour plus d'information

Les déjeuners-causeries du Réseau des gens d'affaires de Prévost offrent des rencontres sympathiques d'échanges, d'apprentissage et de réseautage, dans le but de stimuler l'économie locale, dans les valeurs de santé financière des commerçants et petites entreprises, la qualité des services auprès de la population et en regard des nouveaux besoins, et le respect de l'environnement.

Photo : Nicole Deschamps



Le RGAP recevait le mercredi 3 mars dernier à la gare de Prévost, M^{me} Lucie Therrien, commissaire au mentorat d'affaires de Laurentides Mentorat.

Notre députée Rivière du Nord, en mission parlementaire

Coup d'œil d'ici sur les élections ukrainiennes

ISABELLE SCHMADTKE

Il y a des pays dont on entend beaucoup parler qui titillent nos sens et nous inspirent à les visiter. L'Ukraine ne fait pas encore partie de ceux-là! Pourtant, ceux qui y sont allés parlent de paysages à en couper le souffle et de possibilités touristiques éventuelles.

Pour le moment, ce jeune pays indépendant de l'URSS depuis 1991, est à la recherche d'un équilibre politique et économique, exempt de corruption, qui sortirait ses habitants de la pauvreté et des problèmes sociaux causés par celle-ci. Pour ce faire, la démocratie doit être la pierre angulaire à partir de laquelle, le pays se construit.

Le Canada, comme plusieurs autres pays démocratiques, a donc été invité à envoyer des députés parlementaires afin d'observer le déroulement des élections présidentielles de 2010. Rappelons que des soupçons de fraude et d'allusion à corruption avaient ombragé les élections de 2004, marquées ensuite par la Révolution orange. C'est pour cette raison que madame Monique Guay, députée de Rivière du Nord, s'est retrouvée membre d'une délégation parlementaire canadienne de 5 personnes, un député par parti, ainsi qu'un sénateur qui s'est envolée à deux reprises pour la ville de Simferopol pour observer le premier et le second tour des élections présidentielles ukrainiennes.

Le premier tour est nécessaire, explique Monique Guay, pour éliminer des candidats, car une élection à

17 candidats n'est pas évidente à gérer. Effectivement, imaginez seulement le nombre de pancartes le long des boulevards!

Même si 70% de la population est allée voter les 17 janvier et 7 février, et que selon madame Guay les observateurs internationaux se disent satisfaits du processus démocratique observé, elle n'a ressenti aucun engouement, peu de ferveur électorale. Un des jeunes à qui elle a pu parler, lui a dit qu'il n'avait pas confiance en aucun des candidats, trop de corruption. Il faudrait commencer à neuf selon lui. D'ailleurs, 5,5% de la population a volontairement annulé son bulletin de vote, en guise de contestation.

Madame Guay, pour sa part, comprend la frustration des gens, même si elle a échangé avec peu d'Ukrainiens, à cause, entre autres, de la barrière linguistique. Elle décrit des villes très pauvres, où on se sent reculer dans le temps, en 1920. Les gens sont très méfiants et fermés; et comme ils ne parlent que l'ukrainien ou le russe, la communication avec les visiteurs est quasi nulle. Madame Guay raconte la difficulté qu'une dame, affiliée à la délégation parlementaire, a eue à acheter des cartes postales dans un magasin de la ville. La commis du magasin lui donnant le prix des cartes, la dame ne comprit pas le chiffre et étend sa main avec de l'argent pour se faire guider et là, ne sachant pas quoi faire, la commis exaspérée ordonne à la voyageuse de



Madame Monique Guay en compagnie de Roberto Mantella - directeur de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et de la présidente d'élection du bureau de vote, Yalta, Ukraine.

quitter son magasin! Mettons que le service à la clientèle devra être revu dans certains établissements avant de penser attirer des touristes!

Malgré tout, madame Guay se dit optimiste pour l'avenir de l'Ukraine. Les gens sont politisés, surtout les jeunes, et veulent que ça change. Elle a aussi été encouragée par l'affluence aux bureaux de vote et disait que les gens avaient l'air fiers de voter. Cela lui donne de l'espoir, car selon elle, la démocratie c'est ce qui donne une âme à un peuple.

Langue Ukrainien :	67,5%
Russe :	29,6%
Capitale :	Kiev
Superficie :	603 700 km ²
Population totale :	47,2 million d' hab.
Densité :	75,7 hab/km ²

Service de comptabilité



Faites confiance à l'expérience!

Impôt des particuliers

Agente autorisée TED.FED & OC

Tél.: 450 224-9530

Cell.: 514 827 9530

Déclaration TPS-TVQ (Mensuel - Trimestrielle - Annuelle)
Logiciel spécialisé pour la construction (CCQ)
Service de paies (CCQ)

Manoir l'Émeraude
Résidence
pour personnes retraitées



L'autonomie à son meilleur

Venez nous rendre visite, pour un rendez-vous: 450-224-4315

 **Sabet Awad**
propriétaire

872, De la Station, Prévost, Qc J0R 1T0 Téléc.: (450) 224-7515

Rue Frontenac visite Claude Cousineau

MICHEL FORTIER

Rue Frontenac a décidé de rencontrer des maires et des parlementaires dans une volonté de sensibiliser ces derniers au lockout de Journal de Montréal et de mettre en lumière l'absence de volonté de Quebecor, ou de Pierre-Karl Péladeau, d'arriver à un règlement.

Rappelons qu'il y a plus d'un an, le 24 janvier 2009, 253 employés du Journal de Montréal étaient mis en lockout par leur employeur. Depuis le début du conflit, les employés lockoutés ont produit le journal Internet, Rue Frontenac. Ce journal a rapidement acquis une réputation enviable et fait quotidiennement la preuve de la compétence des artisans du Journal de Montréal.

Martin Bisailon, de Rue Frontenac, visitait Claude Cousineau le 15 mars dernier. Il a pu lui expliquer qu'il était difficile de comprendre qu'une compagnie comme Quebecor, dont 45,2% des titres sont possédés par la Caisse de dépôt, propriété des Québécois, puisse entretenir une attitude aussi antisyndicale sans conséquence. Il a rappelé que Quebecor a décrété 14 lock-out en 14 ans et que tous ces lock-out sont survenus sous la gouverne de Pierre Karl Péladeau. Il

ajoute que cette attitude profondément antisyndicale créé de de la pauvreté avec l'argent des Québécois.

À la question de M. Cousineau, «qu'attendez-vous du PQ», Martin Bisailon interpelle, non pas le député péquiste, mais le parlementaire. Il a confiance au parlement et espère que les parlementaires comprendront le danger que représente le pouvoir immense et déséquilibré qu'ils ont accordé à Quebecor. Si Quebecor cumule les conflits de travail, cela ne peut se faire que grâce à sa position d'oligopole médiatique obtenue avec le consentement de la grande majorité des parlementaires du Québec, tous partis politiques confondus.

Depuis que Quebecor possède à la fois deux des principaux quotidiens du Québec, le principal réseau de télévision privé (TVA) et le principal câblodistributeur (Vidéotron), il est évident que cela place ses dirigeants dans une posture de domination sans précédent dans l'histoire moderne des médias québécois, comme le déclarait récemment Marc-François Bernier (Ph.D.), professeur titulaire, Université d'Ottawa, dans *Observatoire du journalisme*.

À titre d'exemple, M. Bisailon cite la récente publication de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec qui sous la plume



M. Claude Cousineau, député de Bertrand et M. Martin Bisailon de Rue Frontenac.

de Brian Myles dénonce un récent dérapage dans la première édition du nouvel hebdo de Quebecor, *L'Écho de la Rive-Nord*, qui a été lancée début mars et qui a fait sursauter le milieu journalistique des Laurentides. L'article, annoncé à la Une, sous le titre «Qui dit vrai?», portait sur les méfaits des salons de bronzage. À l'intérieur, l'article censé répondre à cette question ne s'est appuyé que sur une seule source: le propriétaire de quatre salons de bronzage de la région qui n'a pas la crédibilité scientifique pour y répondre... mais qui a acheté une annonce en page une! Si nous considérons que Les hebdo Quebecor affirmaient, lors du lancement de cet hebdo, que journalistes et vendeurs allaient «travailler de pair» il y de quoi s'interroger sur le sens que Quebecor veut donner à cette parité et à la qualité de l'information qu'il prétend offrir.